

Article 31 du Règlement

J'invite le gouvernement à prendre des règlements pour obliger les industries à avoir des vampires dans leurs usines pour récupérer et recycler tous les CFC.

Faisons en sorte que l'Halloween et tous les autres jours soient sûrs pour les petits croque-mitaine, les petits sorciers et les petits Dracula.

* * *

[Français]

LA GESTION DES AFFAIRES PUBLIQUES

M. André Harvey (Chicoutimi): Monsieur le Président, les Libéraux, le NPD et le Bloc québécois parlent souvent d'une bonne gestion des affaires publiques, mais sans jamais souligner les efforts et le succès du gouvernement actuel. Une simple comparaison avec les Libéraux, de 1980 à 1984, nous permet de comprendre le gouffre qui sépare notre administration de celle des Libéraux qui augmentaient leurs dépenses de 15 p. 100 par année, comparativement à 3,5 p. 100 par notre gouvernement depuis 1984.

Avoir continué la même tendance infernale des Libéraux, le Canada serait en faillite, et voici pourquoi: Le budget actuel des Libéraux serait de 250 milliards au lieu de 150 milliards; le déficit serait de 160 milliards au lieu de 30 milliards; et, comble de l'incurie, la dette serait rendue à 800 milliards au lieu de 400 milliards actuellement.

Pour maintenir le déficit à son niveau actuel, nous aurions été obligés d'augmenter l'impôt de chaque Canadien de 4 700 \$ par année. Voilà, monsieur le Président, pourquoi notre gouvernement doit poursuivre son travail, sans se laisser déranger par la démagogie des partis de l'opposition.

* * *

LA DÉMOCRATIE EN HAÏTI

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, plusieurs ont tenté de discréditer le président haïtien, Jean-Bertrand Aristide. Cependant, les événements parlent d'eux-mêmes. Sous son régime, la violation des droits humains a sensiblement décreu; aucun abus n'a été attribué à son gouvernement.

Tel qu'Aristide l'a indiqué: «Dans la courte période de sept mois pendant laquelle la démocratie haïtienne s'est développée, nous avons oeuvré, pour la première fois de notre histoire, à la création d'un gouvernement responsable. Nous avons ressuscité un système judiciaire indépendant.» Ces réalisations sont maintenant remises en cause.

Cela fait maintenant un mois que l'armée haïtienne a démis le président Aristide, et depuis, notre gouvernement n'a pas mis à exécution son engagement de geler les avoirs haïtiens au Canada et d'imposer des sanctions économiques.

Il faut agir, afin de ramener le président Aristide au pouvoir. Nous ne devons pas renier nos engagements. La démocratie doit être restaurée en Haïti.

* * *

[Traduction]

LES DÉPUTÉS

M. Bill Attewell (Markham—Whitchurch—Stouffville): Monsieur le Président, j'ai demandé récemment à mes électeurs de me dire quelles questions les préoccupaient le plus, ces temps-ci. Plus de la moitié de ceux qui m'ont écrit sont très inquiets du peu de confiance qu'inspirent beaucoup de politiques canadiens.

Wallace Armstrong, de Thornhill, écrit: «Les députés de tous les partis sont des gens bien intentionnés, mais ce qu'on voit de la période des questions à la télévision ne le montre pas toujours. Réglez ce problème et notre unité et notre économie suivront.»

Je demande à la Chambre de s'entendre sur la nécessité de rebâtir la confiance envers les députés et la noble institution qu'est le Parlement. Notre conduite à la Chambre des communes doit témoigner d'une grande maturité. Attaquons-nous aux problèmes au lieu de nous insulter les uns les autres.

Nous sommes responsables envers nos électeurs et nous devons leur montrer que nous prenons nos responsabilités au sérieux et notre conduite doit le prouver. Ouvrons, dans l'histoire des délibérations de la Chambre, un nouveau chapitre où le respect pour nos collègues et pour le Parlement aura la première place.

* * *

LA CONSTRUCTION NAVALE

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler au gouvernement la promesse qu'il a faite en 1984 de doter le Canada d'une industrie de construction navale compétitive.

Dans un communiqué de presse publié le 23 août 1984, le caucus de la région atlantique du Parti progressiste conservateur déclarait que l'une des priorités d'un gouvernement conservateur serait la mise sur pied d'une industrie de construction navale plus solide et prospère. On souhaitait aussi l'adoption d'une série de mesures complètes en vue d'établir une politique nationale en matière de construction navale au pays.